

Accord-cadre relatif à la réalisation d'études de faisabilité, d'études de diagnostics techniques et de prestations de maîtrise d'œuvre sur le patrimoine immobilier de l'État ou occupé par des services de l'État et certains de ses établissements publics en région Auvergne-Rhône-Alpes

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Objet : réalisation études préalables avant travaux et de prestations de maîtrise d'œuvre sur le patrimoine immobilier ou occupés par des services de l'État et certains de ses établissements publics

Référence : DIAG-FAISA-MOE3_ARA_2025

Le présent CCTP comporte 14 pages.

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD CADRE.....	3
ARTICLE 2 - CONTENU DES PRESTATIONS.....	3
2.1 Contenu des prestations d'études de diagnostic technique (Lots A).....	3
2.2 Contenu des prestations d'études de faisabilité (Lots B).....	4
2.2.1 Livrables attendus.....	5
2.2.2 Moyen mis à la disposition du prestataire.....	5
2.3 Contenu des prestations de maîtrise d'œuvre (Lots C et Lots D).....	5
2.3.1 Cadre général de la mission.....	6
2.3.2 Contenu des missions.....	7
2.3.3 Modalités de réalisation de la mission.....	7
2.3.4 Documents à remettre.....	8
2.3.5 Précisions sur le contenu des éléments de mission.....	8
2.3.5.1 Esquisse (ESQ) (Cas d'un projet neuf).....	8
2.3.5.2 Diagnostic (DIAG) (Cas d'un projet de rénovation).....	8
2.3.5.3 Études d'Avant-Projet :.....	9
2.3.5.4 Études de Projet (PRO/DCE) :.....	9
2.3.5.5 Assistance aux contrats de travaux (ACT) :.....	10
2.3.5.6 Études d'exécution (EXE) ou EXE partielle.....	10
2.3.5.7 Visa des études d'exécution (VISA).....	10
2.3.5.8 Direction de l'exécution des travaux (DET).....	11
2.3.5.9 Assistance aux opérations de réception (AOR).....	11
2.3.5.10 Éléments de missions spécifique de la maîtrise d'œuvre.....	11
2.3.6 Prestations non comprises dans la mission de base mais pouvant être confiées au maître d'œuvre.....	12
2.3.6.1 Mission OPC :.....	12
2.3.6.2 Mission SSI.....	13
2.3.6.3 Autres missions.....	13
ARTICLE 3 - MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	13
ARTICLE 4 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	13

Il est complété des annexes suivantes :

ANNEXE 1	Cadre type d'étude de faisabilité
ANNEXE 2	Cadre type d'étude de diagnostic

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD CADRE

Cet accord-cadre vise à permettre la réalisation d'études préalables (missions d'études de diagnostics techniques (Lot technique A), de mission d'études de faisabilité (Lot technique B) et de prestations de petite maîtrise d'œuvre (lot technique C) et maîtrise d'œuvre (lot technique D) prévues aux articles L2430-1 à L2432-2 du Code de la commande publique, pour des typologies et dimensions d'opérations spécifiques.

Les prestations sont réparties comme suit :

- Prestations Lots A : Études de diagnostics techniques :

L'objectif est d'apporter l'expertise technique (structure, corps d'état secondaire, corps d'état techniques, expertise urbanistique, fonctionnelle, SSI) sur des désordres, des pathologies batimentaires ou déterminer les caractéristiques d'un ouvrage existant, aux gestionnaires immobiliers afin de leur permettre de disposer d'éléments d'aide à la décision concernant des projets immobiliers ou des opérations de travaux.

Les prestations attendues consistent dans la production d'avis techniques (respectant un cadre normalisé) destinés à appuyer la programmation budgétaire des opérations.

- Prestations Lots B : Études de faisabilité

L'objectif est d'étudier la capacité d'une emprise ou d'un (ou ensemble de) bâtiments à recevoir un projet envisagé par un maître d'ouvrage tant du point de vue urbanistique, juridique et financier, que fonctionnel ou technique.

- Prestation lots C - petite maîtrise d'œuvre et prestations lots D maîtrise d'œuvre :

La prestation de maîtrise d'œuvre répond au programme fonctionnel et technique et environnemental le cas échéant fixé par le maître d'ouvrage, et propose une solution technique et esthétique qui permet de réaliser ce programme, dans l'enveloppe budgétaire et les délais qui lui sont assignés conformément aux dispositions du livre IV du code de la commande publique. Le titulaire s'engage à une obligation de résultat pour exécuter et contrôler toutes les prestations issues des marchés subséquents et de ses éventuels avenants.

ARTICLE 2 - CONTENU DES PRESTATIONS

2.1 Contenu des prestations d'études de diagnostic technique (Lots A)

Les études de diagnostic technique doivent permettre de déterminer les causes d'un dysfonctionnement ou d'un sinistre, faire une cartographie de l'état d'un ouvrage ou en déterminer les caractéristiques lorsqu'elles ne sont pas connues et de réaliser un ou plusieurs scénarii de travaux (selon cahier des charges de la consultation subséquente) visant à remédier à la problématique identifiée comprenant notamment la faisabilité technique, organisationnelle, temporelle et financière de la (des) solution(s) proposée(s).

La prestation ne concerne pas la réalisation de prélèvements ou d'analyses physico/chimique.

Dans le cas où il serait nécessaire de procéder à des campagnes d'analyses (analyses géotechniques, qualité de l'eau, pollution..etc.) le prestataire réalisera le cahier des charges techniques afin de permettre au service bénéficiaire de consulter une société spécialisée qui réalisera les campagnes de prélèvement, d'essais et d'analyse).

La prestation comprend à minima les éléments suivants :

- l'organisation et la réalisation d'une réunion de cadrage pour la réalisation des prestations auprès du service bénéficiaire comprenant notamment la présentation du contexte, de la méthodologie mise en œuvre, la préparation des interventions sur site (programmation des dates, noms des intervenants prévus, etc..) ;
- la communication au service bénéficiaire des besoins en analyses complémentaires qui sont nécessaires à la réalisation du diagnostic ainsi que la réalisation du cahier des charges nécessaire à la consultation de ces prestataires, l'accompagnement dans l'analyse des offres de prix et la réalisation de ces prestations ;
- toutes les recherches documentaires nécessaires à la bonne réalisation des prestations ;
- tous les déplacements sur site nécessaires à l'analyse du diagnostic ;
- les mesures conservatoires urgentes à réaliser le cas échéant ;
- la réalisation de l'étude de diagnostic telle que définie dans l'annexe 2 au présent CCTP avec un ou plusieurs scénarii suivant le cahier des charges subséquent ;

Pour chaque scénario, il y aura une description des travaux à réaliser, un planning prévisionnel sommaire d'exécution, une estimation financière prévisionnelle travaux, une analyse des incidences organisationnelles que généreront ces travaux sur le site étudié, ainsi qu'une analyse comparative des solutions en cas de scénarii multiple.

- la transmission du document au service bénéficiaire ainsi qu'une réunion de présentation de l'analyse pendant laquelle le service bénéficiaire pourra demander des précisions sur la prestation et ses conclusions.

Le service bénéficiaire pourra compléter ou amender les prestations dans son cahier des charges subséquent. Il pourra aussi demander des prestations supplémentaires par le biais de décisions modificatives à leur marché subséquent.

Elles devront respecter le cadre fourni en annexe 2 au CCTP.

Chaque livrable pourra être mis à jour à deux reprises sans honoraires supplémentaires.

2.2 Contenu des prestations d études de faisabilité (Lots B)

L'étude de faisabilité a pour vocation de déterminer la faisabilité technique, fonctionnelle, urbanistique, juridique, financière et temporelle d'un projet sur un site (bâtiment(s), ensemble foncier, ..).

A partir d'un cahier des charges produit par le service bénéficiaire, le prestataire va étudier l'ensemble des volets de la faisabilité pour un ou plusieurs scénarii (selon demande au cahier des charges subséquent)

La prestation ne comprend pas de diagnostics mais une faisabilité en fonction de la documentation et des données communiquées. En cas de nécessité, le prestataire pourra demander au service bénéficiaire la réalisation de diagnostics pour compléter sa faisabilité.

La prestation comprend à minima les éléments suivants :

- l'organisation et la réalisation d'une réunion de cadrage pour la réalisation des prestations auprès du service bénéficiaire comprenant notamment la présentation du contexte, de la méthodologie mise en œuvre, la préparation des interventions sur site (programmation des dates, noms des intervenants prévus, etc..) ;
- la communication au service bénéficiaire des besoins en études complémentaires qui sont nécessaires à la réalisation de l'étude de faisabilité ainsi que la réalisation du cahier des charges technique nécessaire à la consultation de ces prestataires, l'accompagnement dans l'analyse des offres et le suivi technique de la réalisation de ces prestations ;
- toutes les recherches documentaires nécessaires à la bonne réalisation des prestations ;
- tous les déplacements sur site nécessaires
- la réalisation de l'étude de faisabilité telle que définie dans l'annexe 1 au présent CCTP avec un ou plusieurs scénarii suivant le cahier des charges subséquent ;
- la transmission du document au service bénéficiaire ainsi qu'une réunion de présentation pendant laquelle le service bénéficiaire pourra demander des précisions sur la prestation et ses conclusions.

Faisabilité technique :

- S'il s'agit d'un fond, il conviendra de s'assurer que le sous-sol est bien en mesure de recevoir l'ouvrage, et sous quelles conditions. (portance, pollution, ..)
- S'il s'agit de bâtiments, il s'agira de s'assurer que l'ouvrage est en mesure de supporter les contraintes liées à l'usage et l'exploitation pour lesquels il est destiné.
- Indiquer les types constructifs possibles sur le site.
- Indiquer si les existants peuvent être réutilisés ou non.

Le prestataire pourra s'appuyer sur les diagnostics d'études techniques qui auront déjà été réalisés le cas échéant.

Faisabilité fonctionnelle :

Étudier si l'ouvrage ou le fond permet d'organiser les services de façon à assurer son fonctionnement optimal : accès, scission de services, relations entre services non optimales, etc. par une étude volumétrique et des liaisons fonctionnelles.

Faisabilité Urbanistique :

Étudier les contraintes urbanistiques du site et les incidences qu'elles entraînent dans la réalisation du projet (accès, hauteur, apparence/matériaux, site classé/inscrit, proximité site industriel, etc..)

Faisabilité Juridique :

Vérifier que rien n'obère la constructibilité du site.

Répertorier les servitudes éventuelles.

Vérifier que le statut juridique du site est compatible avec un usage public.

Faisabilité Financière :

Étudier le budget d'opération avec acquisition du foncier le cas échéant selon le modèle indiqué dans l'annexe 1 au CCTP pour chacun des scénarii.

Faisabilité temporelle :

Étude d'un planning de réalisation du projet afin de s'assurer que le délai est compatible avec des mesures de relogement éventuels, d'entrée dans l'ouvrage à une date précise, déterminer les durées de révision des prix, la durée prévisionnelle des marchés à passer, définir des échéances particulières, etc..

2.2.1 Livrables attendus

Les livrables seront transmis en forme numérique sous format compatible avec les outils du service bénéficiaire.

Il devra respecter, à défaut d'autres indications précisées dans le dossier de consultation subséquente, la forme des modèles en annexe 1 au CCTP.

Chaque livrable pourra être mis à jour à deux reprises sans honoraires supplémentaires.

2.2.2 Moyen mis à la disposition du prestataire

Par dérogation à l'article 19 du CCAG MOE, les indications de besoins en surfaces et leurs liaisons fonctionnelles, les documents techniques, juridique, et patrimoniaux afférents au site seront remis au prestataire qui ne pourra s'appuyer que sur ce seul fonds documentaire pour réaliser son étude. Il est précisé que selon les sites, ce fond documentaire est très variable et souvent incomplet. Le prestataire ne pourra exiger d'autres documents que ceux qui lui auront été remis.

En ce qui concerne le volet Urbanistique, le titulaire devra effectuer les recherches nécessaires pour se procurer le PLU et ses annexes.

Si d'autres documents ou études sont nécessaires pour la réalisation de l'étude, il incombera au titulaire de demander au plus tôt au service bénéficiaire de les lui procurer.

2.3 Contenu des prestations de maîtrise d'œuvre (Lots C et Lots D)

Ces clauses sont communes aux deux lots techniques C et D.

2.3.1 Cadre général de la mission

La mission type intègre les obligations relatives à la gestion des Déchets de Chantier au sens de la loi n°75.633 du 15 juillet 1975, modifiée et des textes d'application.

Les missions types peuvent être complétées, le cas échéant, dans chaque marché subséquent par une ou plusieurs missions complémentaires citées au 10 infra.

Textes de références :

A titre indicatif, les missions de maîtrise d'œuvre sont régies par :

- le livre IV du code de la commande publique ;
- l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre ;
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux et notamment son annexe n°2 pour les travaux bâtiment ;
- L'ensemble des textes réglementaires, normes, DTU, recommandations et règles professionnelles seront les référentiels à prendre en compte.

Plus généralement, le titulaire devra respecter l'ensemble des règles et réglementation applicables sur le territoire français.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et en lien avec l'objet du marché.

Le cas échéant, il est tenu d'informer l'acheteur sur l'évolution des textes en vigueur et l'alerte si cette évolution est susceptible d'avoir un impact sur la réalisation des prestations objet de l'accord-cadre.

En cas de divergence entre les différents textes et règlements, le plus contraignant est retenu et appliqué.

Les intervenants :

Responsable au sein de l'équipe de maîtrise d'œuvre, le titulaire ou le mandataire du groupement est l'interlocuteur du service bénéficiaire.

Autres intervenants

Chaque marché subséquent précisera les coordonnées des autres intervenants, dans la mesure où ils seront désignés par le pouvoir adjudicateur ainsi que leurs missions sur l'opération concernée par le marché :

- le contrôleur technique (CT) ;
- le coordonnateur sécurité et protection de la santé (CSPS) ;
- la personne assurant l'ordonnancement et le pilotage de chantier (OPC), le cas échéant ;
- les AMO dont le maître d'ouvrage aura souhaité s'attacher les services ;
- le conducteur d'opération.

Il est rappelé que les stipulations du présent accord-cadre concernent :

- des prestations de mission de maîtrise d'œuvre du livre IV du code de la commande publique pour des opérations neuves, des opérations de réutilisation ou de réhabilitation d'ouvrage de bâtiment ;
- des prestations de mission de maîtrise d'œuvre définies hors de champ d'application du livre IV du code de la commande publique pour des opérations de travaux de maintenance, d'entretien, de remplacement d'équipements technique, etc.

Pour chaque opération, un marché subséquent au présent accord-cadre est établi. Il peut être unique et s'exécuter selon les conditions définies dans celui-ci ou s'exécuter par bons de commande au fur et à mesure de l'avancement du projet selon les conditions définies au CCAP.

Il précise le champ d'application et la mission confiée au maître d'œuvre (mission de base et missions complémentaires du livre IV du code de la commande publique ainsi que les mission(s) complémentaire(s) éventuelle(s) hors livre IV du code de la commande publique).

Il précise aussi le délai global de la mission, les délais par éléments de mission, les taux de tolérance, (études et travaux), les pénalités applicables souhaitées qui n'apparaissent pas dans l'accord cadre ou les

modifications de pénalités prévues au CCAP de l'accord cadre lorsque cela y est autorisé, les modifications de répartitions des paiements le cas échéant ainsi que toutes autres précisions qui seraient nécessaires au bon déroulement de l'opération.

Certains éléments de missions normalisées peuvent être regroupés en une seule phase en fonction de l'opération.

2.3.2 Contenu des missions

Compte tenu des missions, le tableau ci-dessous définit les missions type pouvant être confiées au titulaire :

Éléments de missions suivant arrêté du 21/12/1993 et articles du présent CCTP	Mission «livre IV du CCP»		Mission « hors livre IV du CCP»
	« Construction neuve »	« Réhabilitation / Restructuration »	
Diagnostic		X	Le marché subséquent précisera les éléments de missions confiés à l'équipe de maîtrise d'œuvre
Esquisse	X		
Avant-projet (AVP) le cas échéant		X	
APS	X	X	
APD	X	X	
Études de projet (PRO//DCE)	X	X	
VISA	X	X	
Études d'exécution (EXE)	X	X	
Assistance à la passation des contrats de travaux (ACT)	X	X	
Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)	X	X	
Assistance aux opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)	X	X	

2.3.3 Modalités de réalisation de la mission

Chaque marché subséquent comportera en annexe et de manière détaillée le contenu de la mission et notamment :

- la liste des documents attendus ;
- leur niveau de précision (par exemple : échelle des plans) ;
- le rôle et les tâches incombant au maître d'œuvre dans sa mission ;
- les délais et les pénalités ;
- tout autre document ou information nécessaire à la bonne exécution de la mission.

Il est également chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Toutefois les ordres de service ayant une incidence financière ne peuvent être notifiés par le maître d'œuvre qu'après décision expresse du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les ordres de service doivent être écrits, datés, signés, numérotés et adressés par le maître d'œuvre à l'entrepreneur, dans les conditions prévues à l'article 3.8 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

L'entrepreneur en accuse réception datée. le maître d'œuvre en transmet une copie au maître de l'ouvrage (ainsi qu'au conducteur d'opération s'il en a désigné un) qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés en temps utile.

2.3.4 Documents à remettre

Chaque marché subséquent précisera les documents à remettre et le nombre d'exemplaires.

Les documents seront remis sur support papier et/ou sur support informatique selon les formats précisés ci-dessous :

- des fichiers sous format .dwg et/ou Pdf pour les plans ;
- des fichiers .odt pour les textes ;
- des fichiers .ods pour les tableurs ;
- des fichiers .pdf pour les plannings et calendriers.

Chaque livrable pourra être mis à jour à deux reprises sans honoraires supplémentaires.

2.3.5 Précisions sur le contenu des éléments de mission

2.3.5.1 Esquisse (ESQ) (Cas d'un projet neuf)

Les études d'esquisse, ont pour objet :

- de proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble, traduisant les éléments majeurs du programme, d'en indiquer les délais de réalisation et d'examiner leur compatibilité avec la partie de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître de l'ouvrage et affectée aux travaux ;
- de vérifier la faisabilité de l'opération au regard des différentes contraintes du programme et du site.

2.3.5.2 Diagnostic (DIAG) (Cas d'un projet de rénovation)

Les études de diagnostic permettent de renseigner le maître de l'ouvrage sur l'état du bâtiment et sur la faisabilité de l'opération et ont pour objet :

- d'établir un état des lieux. Le maître de l'ouvrage a la charge de remettre à la maîtrise d'œuvre, tous les renseignements en sa possession concernant le bâtiment. La maîtrise d'œuvre est chargée, s'il y a lieu, d'effectuer les relevés nécessaires à l'établissement de cet état des lieux ;
- de fournir une analyse du fonctionnement urbanistique et de la perception architecturale du bâti existant, ainsi que permettre une meilleure prise en compte des attentes des habitants et usagers ;
- de procéder à une analyse technique sur la résistance mécanique des structures en place et sur la conformité des équipements techniques aux normes en vigueur, et aux règlements d'hygiène et de sécurité ;
- de permettre d'établir un programme fonctionnel d'utilisation du bâtiment ainsi qu'une estimation financière et d'en déduire la faisabilité de l'opération;
- de proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants.

Cette mission ne peut pas être remplacée par une étude de diagnostic faite préalablement.

2.3.5.3 Études d'Avant-Projet :

Les études d'avant-projet, fondées sur les études de diagnostic ou l'esquisse et le programme, comprennent :

- les études d'avant-projet sommaire (APS) ;
- les études d'avant-projet définitif (APD).

Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention éventuelle du permis de construire et des autres autorisations administratives, ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction.

Lorsque les projets sont de petite taille, les études APS et APD peuvent être remplacées par les études d'avant projets (AVP) dont le niveau de précision et de rendu sera celui de l'APD.

Avant-Projet Sommaire (APS) :

Les études d'avant-projet sommaire ont pour objet :

- de proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme fonctionnel et d'en présenter les dispositions générales techniques envisagées ainsi qu'éventuellement les performances techniques à atteindre ;
- d'indiquer des durées prévisionnelles de réalisation ;
- d'établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées ;
- de proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants en fonction des renseignements fournis lors des études de diagnostic.

Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/200, avec certains détails significatifs au 1/100.

Avant-Projet Définitif (APD) :

Les études d'avant-projet définitif, fondées sur la solution d'ensemble retenue à l'issue des études d'avant-projet sommaire approuvées par le maître de l'ouvrage ont pour objet :

- de vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- d'arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions de l'ouvrage, ainsi que son aspect ;
- de définir les matériaux ;
- de justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques ;
- de permettre au maître de l'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance ;
- d'établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés en lots séparés ;
- permettre l'établissement du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le contrat de maîtrise d'œuvre.

Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/100, avec certains détails significatifs au 1/50.

2.3.5.4 Études de Projet (PRO/DCE) :

Les études de projet, fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projets approuvées par le maître de l'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, découlant du permis de construire et autres autorisations administratives, définissent la conception générale de l'ouvrage. Elles constituent la partie technique du dossier de consultation des entreprises de travaux.

Les études de projet ont pour objet :

- de préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre ;
- de déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et équipements techniques ;
- de préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides, et, en fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages ;
- de décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet ;
- d'établir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant-métré ;
- de permettre au maître de l'ouvrage au regard de cette évaluation d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et d'estimer les coûts de son exploitation ;
- déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage.

Le niveau de définition correspond à des plans généralement établis au 1/50 avec tous les détails significatifs de conception architecturale à des échelles variant de 1/20 à 1/2.

2.3.5.5 Assistance aux contrats de travaux (ACT) :

L'assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet :

- de préparer, s'il y a lieu, la sélection des candidats et analyser les candidatures obtenues ;
- de préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat, ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre, correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître de l'ouvrage pour cette consultation. Le dossier est différent selon que la dévolution est prévue par marchés séparés ou à des entreprises groupées ou à l'entreprise générale ;
- d'analyser les offres des entreprises et, s'il y a lieu, les variantes à ces offres, procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation, analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisées dans le règlement de la consultation; la partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux ;
- de préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître de l'ouvrage.

2.3.5.6 Études d'exécution (EXE) ou EXE partielle

Les études d'exécution, pour l'ensemble des lots ou certains d'entre eux lorsque le contrat le précise, fondées sur le projet approuvé par le maître de l'ouvrage, permettent la réalisation de l'ouvrage ; elles ont pour objet pour l'ensemble de l'ouvrage ou pour les seuls lots concernés :

- l'établissement de tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier, en cohérence avec les plans de synthèse correspondants, et définissant les travaux dans tous leurs détails, sans nécessiter pour l'entrepreneur d'études complémentaires autres que celles concernant les plans d'atelier et de chantier, relatifs aux méthodes de réalisation, aux ouvrages provisoires et aux moyens de chantier ;
- la réalisation des études de synthèse ayant pour objet d'assurer pendant la phase d'études d'exécution la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet et se traduisant par les plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail d'exécution, sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations ;
- l'établissement, sur la base des plans d'exécution, d'un devis quantitatif détaillé par lots ou corps d'état ;
- l'établissement du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par lots ou corps d'état.

Lorsque le contrat précise que les documents pour l'exécution des ouvrages sont établis, partie ou en totalité par la maîtrise d'œuvre et/ou partie ou en totalité par les entreprises titulaires de certains lots, le présent élément de mission comporte la mise en cohérence par la maîtrise d'œuvre des documents fournis par les entreprises.

2.3.5.7 Visa des études d'exécution (VISA)

Lorsque les études d'exécution (EXE) sont partiellement ou intégralement réalisées par les opérateurs économiques chargés des travaux, le maître d'œuvre s'assure que les documents qu'ils ont établis respectent les dispositions du projet et dans ce cas, délivre son VISA.

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par le ou les entrepreneurs ainsi que leur visa par le maître d'œuvre ont pour objet d'assurer au maître de l'ouvrage que les documents établis par l'entrepreneur respectent les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre. Le cas échéant, le maître d'œuvre participe aux travaux de la cellule de synthèse.

2.3.5.8 Direction de l'exécution des travaux (DET)

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux a pour objet de :

- s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- s'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelable par un homme de l'art ;
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris, le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;
- délivrer tous ordres de service et établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantiers ;
- informer systématiquement le maître de l'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs, établir les états d'acomptes, vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur, établir le décompte général ;
- donner un avis au maître de l'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître de l'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation de ou des entreprises.

2.3.5.9 Assistance aux opérations de réception (AOR)

L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- d'organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- d'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- de procéder à l'examen des désordres signalés par le maître de l'ouvrage ;
- de constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage, à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipements mis en œuvre.

2.3.5.10 Éléments de missions spécifique de la maîtrise d'œuvre

Lorsque les méthodes ou techniques de réalisation ou les produits industriels à mettre en œuvre impliquent l'intervention, dès l'établissement des avant-projets, de l'entrepreneur ou du fournisseur de produits industriels, le maître de l'ouvrage peut décider de les consulter de façon anticipée pour un ou plusieurs lots de technicité particulière.

Cette consultation intervient soit à l'issue des études d'avant-projet sommaire ou d'avant-projet définitif pour les ouvrages neufs de bâtiment et pour les opérations de réutilisation ou de réhabilitation de bâtiment et d'infrastructure, soit à l'issue des études préliminaires pour les ouvrages neufs d'infrastructure.

Dans ce cas, le dossier de consultation des entreprises pour les lots concernés doit être adapté. Il comporte en particulier: des éléments du programme, notamment des renseignements relatifs au terrain et au sous-sol et les délais prévisibles de réalisation, des détails architecturaux essentiels, des spécifications générales précisant les intentions qualitatives et les performances techniques à atteindre en relation avec les exigences du programme, une liste des documents graphiques et descriptifs et des notes de calcul justificatives que les entreprises ou les fournisseurs doivent remettre à l'appui de leur offre.

La mission du maître d'œuvre n'est pas interrompue par l'intervention anticipée du ou des entrepreneurs ou fournisseurs de produits industriels pour le ou les lots concernés.

L'entrepreneur ou le fournisseur de produits industriels retenu après consultation intervient auprès du maître d'œuvre en établissant les documents graphiques et écrits définissant les solutions techniques qu'il propose.

La mission de base dans le domaine du bâtiment demeure et tient compte des éléments de mission spécifiques.

Les éléments de mission spécifiques pour le ou les lots concernés remplacent ou complètent en tant que de besoin les éléments de mission correspondants.

a) Les études spécifiques d'avant-projets pour le ou les lots concernés, fondées sur la proposition de l'entrepreneur ou du fournisseur de produits industriels retenue après consultation, complètent les études d'avant-projets effectuées pour les autres lots constituant l'ouvrage.

Elles ont pour objet de :

- apprécier par rapport aux différentes réglementations, et notamment celle relative à l'hygiène et à la sécurité, les conséquences de la solution technique étudiée par l'entrepreneur ou le fournisseur de produits industriels en s'assurant qu'elle est compatible avec les contraintes du programme et qu'elle est assortie de toutes les justifications et avis techniques nécessaires ;
- retenir la solution technique, le cas échéant la faire adapter, ou en proposer le rejet au maître de l'ouvrage ;
- confirmer les choix techniques et préciser la nature et la qualité des matériaux et éléments d'équipements ;
- permettre l'établissement du forfait de rémunération pour les lots concernés pour les éléments de missions spécifiques dans les conditions prévues par le contrat de maîtrise d'œuvre ;
- permettre au maître de l'ouvrage d'arrêter avec l'entrepreneur ou le fournisseur les conditions d'exécution de son contrat.

b) Les études spécifiques de projet pour le ou les lots concernés, fondées sur les études d'avant-projets, sont à inclure dans le dossier de conception générale de l'ensemble de l'ouvrage.

Elles ont pour objet de :

- définir de façon détaillée les prescriptions architecturales et techniques, à partir des études de l'entrepreneur ou du fournisseur de produits industriels;
- permettre au maître de l'ouvrage d'évaluer les coûts d'exploitation et de maintenance;
- préciser la période de réalisation du ou des lots concernés en vue de l'établissement de l'échéancier global de réalisation de l'ouvrage.

2.3.6 Prestations non comprises dans la mission de base mais pouvant être confiées au maître d'œuvre

2.3.6.1 Mission OPC :

Elle a pour objet de :

- Gérer le temps de chaque intervenant, en adéquation avec les moyens nécessaires, afin de respecter le délai global TCE prévu pour réaliser les travaux. Il s'agit donc d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, de déterminer les moyens humains et techniques, leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique, par des documents graphiques, et tout au long de la réalisation des ouvrages, de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux.

- harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux afin d'établir sans ambiguïté les obligations de chacun des entrepreneurs ; d'assurer une compatibilité parfaite entre les différents composants de la construction.

- du stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans les contrats de travaux, de mettre en application les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination et de les adapter autant que de besoin afin de respecter les délais. En cas de retard, déterminer les responsabilités et réaliser une répartition appropriée des éventuelles pénalités.

- s'assurer du bon ordonnancement du phasage des constructions.

- pendant l'année de parfait achèvement des ouvrages, d'ordonner et piloter la levée des réserves, les travaux de réparations des désordres qui surviendraient.

2.3.6.2 Mission SSI

La mission SSI comprend les éléments suivants en application de la NF S 61-931 et NF S 61-932) :

En Phase de conception :

- l'analyse des besoins ;
- la définition la stratégie à mettre en place ;
- les études de conception

En Phase exécution :

- le coordinateur SSI assure de la cohérence technique des travaux par rapport aux études réalisées ;
- Il réalise le dossier d'identité SSI de l'ouvrage

2.3.6.3 Autres missions

Ne sont pas compris, dans les éléments de mission mentionnés ci-dessus, les prestations d'assistance et notamment :

- l'assistance au maître de l'ouvrage pour mettre en œuvre la consultation et l'information des usagers ou du public ;
- la coordination ou la participation à la coordination des actions effectuées par les intervenants extérieurs à la maîtrise d'œuvre, lorsqu'elle est nécessaire en supplément de la mission d'ordonnancement, coordination et pilotage du chantier ;
- l'établissement, pendant les études et/ou la période de préparation des travaux, en concertation avec le maître de l'ouvrage et les différents intervenants concernés, du schéma directeur de la qualité ;
- le suivi particulier de la mise en œuvre de certains éléments d'ouvrages, nécessitant une présence permanente ;
- la définition et le choix des équipements mobiliers ;
- le traitement de la signalétique ;
- la détermination des coûts d'exploitation et de maintenance, la justification des choix architecturaux et techniques par l'analyse du coût global de l'ouvrage (proposition éventuelle de mise en place d'un système de gestion)
- la mission de synthèse des documents ;
- l'assistance au maître de l'ouvrage pour l'insertion des arts plastiques dans l'opération ;
- l'assistance au maître de l'ouvrage dans la définition et la mise en œuvre de projets particuliers de paysage ;

Ces missions peuvent être confiées au maître d'œuvre, mais elles ne sont pas soumises à exclusivité de l'accord-cadre. A la demande du service bénéficiaire, le titulaire établira un devis ou intégrera dans son offre subséquente le prix de ces prestations sur la base des taux horaires indiqués dans les annexes financières

Si ces prestations complémentaires ne sont pas confiées par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre, ce dernier doit, néanmoins, au titre de son obligation de conseil, attirer l'attention du maître de l'ouvrage sur la nécessité de prendre en compte les préoccupations correspondantes lorsque cela est nécessaire à la cohérence de l'opération.

ARTICLE 3 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

Les modalités d'exécution sont précisées dans le CCAP. Elles peuvent être précisées ou complétées dans le marché subséquent.

ARTICLE 4 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent document ne déroge pas aux C.C.T.G. applicables aux marchés publics de travaux de génie civil et de bâtiment.

Les dérogations au C.C.A.G.-MOE explicitées dans les articles désignés ci-après du CCTP sont apportées aux articles suivants :

Articles du CCTP	Dérogations au CCAG-MOE
Article 2.2.2 du CCTP (Moyens mis à la disposition du titulaire)	Article 19 du CCAG-MOE